DEPARTEMENT DE LA CORREZE

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 21 MARS 1993

1re CIRCONSCRIPTION DE LA CORREZE



Raymond-Max AUBERT
Chargé de Mission auprès du Maire de Paris
Conseiller Régional du Limousin
Conseiller Général et Municipal de Tulle

Lucien RENAUDIE
(Suppléant)
Maire de Beyssac
Agriculteur
Secrétaire Adjoint de la Chambre d'Agriculture

Chers Amis,

Les 21 et 28 mars prochains, vous désignerez une nouvelle majorité pour entreprendre le redressement de la France.

Dans le vaste mouvement qui s'impose de relance de notre économie, de lutte contre le fléau du chômage et de développement harmonieux de notre territoire, **la Corrèze ne doit pas être - ne peut plus être - comme durant ces 5 dernières années la grande oubliée des attentions gouvernementales.**

Nous savons à quel point la Corrèze est accueillante, nous mesurons le privilège qui est le nôtre de demeurer dans un département magnifique, au cadre de vie sans égal. Mais nous n'ignorons pas non plus les handicaps liés à l'enclavement de notre région, les risques que nous courrons d'une désertification de nos campagnes, les craintes inspirées par la crise qui touche nos grandes industries comme nos petites et moyennes entreprises.

Aujourd'hui, c'est vrai, la solidarité nationale doit jouer en faveur des régions peu favorisées comme la nôtre et ce n'est qu'assurés du soutien du gouvernement que nous pourrons mobiliser nos énergies et créer les activités nécessaires pour que nos jeunes, s'ils le souhaitent, puissent rester au pays, y trouver un emploi, y fonder une famille.

Or depuis 5 ans, nous ressentons une profonde frustration :

- Qu'a fait la majorité sortante pour accélérer la réalisation de nos 2 grandes autoroutes Paris-Toulouse et Bordeaux-Clermont Ferrand décidées en 1987 par Jacques CHIRAC et pour imposer, dans le cadre du schéma européen des trains à grande vitesse, le projet de TGV Paris-Brive-Toulouse ?

- Qu'a fait la majorité sortante pour compenser la perte des centaines d'emplois que nous avons subie, notamment à Tulle, à la Manufacture et à la SUM, ainsi que dans nos entreprises de travaux publics ?

- Qu'a fait la majorité sortante pour soutenir notre agriculture et notre monde rural profondément ébranlés par les principes absurdes de la nouvelle politique agricole commune et par les perspectives inacceptables des concessions envisagées dans le cadre du GATT ?

De tous ces points de vue, le bilan désastreux de la majorité sortante n'est que le reflet malheureux de l'indifférence dans laquelle les gouvernements socialistes nous ont tenus.

Une nouvelle politique s'impose donc pour la Corrèze comme elle s'impose pour la France.

Cette nouvelle politique suppose que, dans le cadre d'une volonté affirmée d'aménagement du territoire, **nos grandes infrastructures soient menées à terme** dans les meilleurs délais. C'est là la condition préalable et nécessaire de notre développement économique de demain.

Elle suppose aussi que des efforts réels de relance de nos activités soient entrepris avec l'aide effective de l'Etat pour diversifier nos productions traditionnelles et **pour engager sans délai notre reconversion industrielle.**

Elle suppose enfin qu'une véritable priorité soit accordée aux problèmes de **maintien des activités dans les zones rurales**. Cela est vrai pour notre agriculture menacée par la délocalisation des productions mais aussi pour les services publics dont les décisions arbitraires de suppression accélèrent de manière irresponsable la désertification et pour les commerces et l'artisanat auxquelles il est indispensable d'apporter un soutien compensant les handicaps de leur implantation rurale.

Au total, nous devons refuser une fatalité qui voudrait que la France se divise en une France riche qui continuerait de s'enrichir et une France pauvre qui s'appauvrirait encore.

On ne peut pas, en effet, préparer un avenir serein à nos jeunes en conjuguant les effets de la surconcentration urbaine et ceux de la désertification rurale.

Cette orientation nouvelle nécessite l'affirmation d'une véritable volonté politique et c'est pourquoi Lucien RENAUDIE et moi-même, nous avons choisi comme mot d'ordre de notre campagne :

Réagir ensemble !

SOUTENUS PAR LES DEUX GRANDES COMPOSANTES RPR ET UDF DE LA FUTURE MAJORITE, NOUS VOUS PROPOSONS DE RELEVER CE DEFI:
RENDRE CONFIANCE ET ESPOIR A LA CORREZE.

Sans doute, faudrait-il dire "Réagir ensemble et maintenant !" Car les années perdues rendront toujours plus difficile la mise en oeuvre des actions qui s'imposent ...

Nous comptons sur vous !

Bien amicalement à toutes et à vous.

[illegible]

Vu le candidat,

IMP. MAUDEN TULLE R.C. TULLE 55 B 11